



*XII^e Assemblée Régionale Afrique
Brazzaville, du 3 au 6 mai 2004*

**Intervention de M. Jacques LEGENDRE
Secrétaire général parlementaire**

Monsieur le Président de la République,
Messieurs les Présidents,
Messieurs les ambassadeurs,
Chers collègues et amis,

La réunion annuelle de l'Assemblée régionale Afrique de l'APF constitue traditionnellement un des moments les plus forts de la vie de notre institution.

Depuis quelques années, diverses obligations m'ont, à mon grand regret, tenu éloigné de cette réunion et je suis heureux de revenir aujourd'hui parmi mes collègues africains.

Ce plaisir est d'autant plus vif que c'est à Brazzaville, grande capitale de la Francophonie africaine, haut lieu de l'histoire commune liant l'Afrique à la France, que se déroulent ces retrouvailles.

Je voudrais donc en premier lieu remercier le Président de la République M. Denis Sassou Nguesso et le peuple congolais pour leur accueil et leur hospitalité.

Mes remerciements s'adressent également au Président Jean-Pierre Thystère Tchicaya qui a pris l'initiative d'inviter dans la capitale congolaise le monde parlementaire francophone d'Afrique et lui dire combien je me suis réjoui lors de notre Session de Niamey de voir le Congo revenir dans le giron de l'APF et de constater avec quelle ardeur il souhaitait y reprendre immédiatement la place qu'il a toujours occupé dans notre Assemblée.

Il ne m'a en effet pas échappé que l'an dernier au Caire, le Congo avait lancé son invitation à la présente Assemblée alors même que la levée de la suspension qui le frappait depuis quelques années n'était pas encore officiellement acquise. Bel exemple d'optimisme et éloquent témoignage d'impatience !

Cette impatience me semblait un excellent augure. Elle marquait la volonté du Parlement congolais de s'investir pleinement dans l'action que mène l'APF, ce dont votre Secrétaire général parlementaire ne peut que se réjouir. Notre Assemblée a d'ailleurs tenu à y répondre rapidement en organisant un séminaire à Brazzaville en mars dernier et en octroyant dès le début de cette année, le bénéfice du projet Noria aux deux chambres qui composent le Parlement du Congo.

Mais soyez convaincu que, même au cours des dernières années, le Congo a constamment été l'objet de notre attention et que votre retour parmi nous constitue un réel motif de satisfaction. Votre place à l'APF est essentielle et je n'oublie pas que le Parlement du Congo Brazzaville était un des 21 parlements représentés à Luxembourg en 1967 pour fonder l'Association internationale des parlementaires de langue française, qui allait devenir quelque 30 ans plus tard l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Vous nous avez souhaité la bienvenue dans votre pays. A mon tour, de vous souhaitez de vive voix un bon retour dans cette maison des parlementaires francophones que constitue l'APF.

Les concours de circonstances qui m'ont empêché ces dernières années d'être présent à l'Assemblée régionale alors que j'aurais eu le plus vif plaisir à rencontrer « sur leur terrain » les présidents Ousmane, Nzouba Ndama et Sorour, derniers hôtes de cette réunion, ne m'ont toutefois pas éloigné de la réalité africaine.

L'Afrique est en effet demeurée constamment au cœur de mes préoccupations. Au cours de la seule année 2003 par exemple, je me suis rendu pour des visites plus au moins longues, dans pas moins de sept pays du continent : Sénégal, Cap Vert, Gabon, Cameroun, Centrafrique, Mali et Niger, faisant en sorte lors de chacune de ces visites, de rencontrer les Présidents de nos sections.

En cette année 2004, je dois confesser que mes regards se sont beaucoup portés vers Haïti, pays dont je reviens, ayant participé avec plusieurs collègues parlementaires dont mon ami Arsène Yé à une mission initiée par M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF.

Même si l'Assemblée régionale Afrique n'est pas le cadre le plus approprié pour évoquer ce sujet, je voudrais brièvement dire quelques mots sur Haïti. D'abord parce que le sort de la première république noire de l'histoire ne peut laisser indifférent les parlementaires africains et aussi parce qu'à mon sens la solidarité doit transcender la géographie.

Haïti est un pays qui n'arrive pas à établir durablement un régime démocratique garantissant au peuple sécurité, liberté et bien-être. La violence y est omniprésente depuis de nombreuses années et y a trop souvent été érigée en méthode de gouvernement.

Or, les récents événements survenus sur cette île ont donné lieu à des interprétations diverses.

Pour avoir très récemment rencontré les nouveaux dirigeants haïtiens, je puis vous affirmer qu'ils constituent une équipe animée d'une incontestable volonté de bien faire, de sortir le pays de la misère, de rétablir les libertés publiques et d'organiser dans les meilleurs délais des élections libres, transparentes et observées par la communauté internationale.

Ils ont hélas le sentiment d'être mal compris par leurs frères africains et particulièrement par l'Union africaine alors que c'est de l'Afrique qu'ils escomptaient un des soutiens les plus forts. Si je ne me livre à cette sorte de plaidoyer, c'est qu'il n'existe, à mon sens, aucune alternative à la situation actuelle. Seule la nouvelle équipe aidée par la communauté internationale et en particulier par l'ensemble des Etats francophones peut sortir Haïti de l'ornière dans laquelle l'ont conduit ses anciens chefs.

Je dois ajouter que je partage pleinement la position de l'Organisation internationale de la Francophonie qui demande à ses Etats membres d'envoyer des troupes francophones en Haïti dans le cadre de la nouvelle force des Nations Unies qui doit, le 1^{er} juin prochain, prendre la relève de la force multinationale actuellement présente dans l'île. Je suis convaincu que l'Assemblée régionale Afrique ne manquera pas de se pencher sur cette importante question.

Mais Haïti n'est -hélas !- pas l'unique sujet de préoccupation dans l'espace francophone. Nous suivons tous avec une attention trop souvent teintée d'inquiétude l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire, en Centrafrique ou dans la région des Grands lacs, notamment dans l'Est de la République démocratique du Congo. Je ne doute pas que ces sujets douloureux seront abordés au cours des prochains jours et je suis convaincu que les parlementaires réunis à Brazzaville, tenteront dans leur sagesse d'explorer des pistes conduisant vers la paix, la concorde et la démocratie.

Dans ce domaine, aucun combat n'est vain et le retour à la démocratie –programmé, en cours ou achevé- dans divers pays de l'espace francophone africain comme les Comores, la Guinée Bissau, le Rwanda ou la RDC donne pleinement son sens à notre action.

J'ai toujours pensé que l'avenir de la Francophonie se jouait sur deux théâtres : l'Union européenne où l'entrée massive de dix nouveaux pays avant-hier bouleverse la donne linguistique et peut si l'on n'y prend garde, affaiblir la place de notre langue commune non seulement en Europe mais sur l'ensemble de la planète, et l'Afrique qui est aujourd'hui le principal pôle francophone du monde et où il importe que le français garde son rôle fédérateur et reste le vecteur privilégié de valeurs partagées comme la démocratie, le développement et le respect de nos diversités.

Je ne doute pas que le prochain Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra en fin d'année sur le sol africain, à Ouagadougou, sera une occasion d'affirmer à nouveau l'attachement du monde francophone à ces principes.